

Éléments de réponse de l'UNIDEN au communiqué d'Europe-Ecologie-les-Verts

24 novembre 2011

Le commentaire d'EELV sur le communiqué de l'UNIDEN appelle un certain nombre de précisions factuelles.

1. L'UNIDEN n'a pas parlé de « Deux millions d'emplois détruits », mais de « 150 000 emplois clairement menacés à court-terme » et de « près de 2 millions d'emplois fragilisés à terme. » La nuance est importante.

2. La méthode des emplois indirects et induits est éprouvée, pratiquée notamment par l'INSEE quand elle est sollicitée, en cas de restructuration industrielle, pour des études d'impact territorial sur un bassin d'emploi. L'ordre de grandeur de nos chiffres est le bon : d'ailleurs, ils s'inscrivent dans la tendance observée depuis le début des années 2000 : 700 000 emplois industriels directs ont été détruits. Un dérapage des prix de l'électricité ne ferait qu'aggraver la fragilité du secteur beaucoup plus rapidement.

3. Les secteurs électro-intensifs ne seraient pas ou difficilement délocalisables ? L'aluminium, l'acier, et le chlore, etc. le sont bien. L'exemple du chlore est éclairant : certes, il ne se transporte pas. Donc sa production sera délocalisée, l'électricité représentant 70% de son coût de revient (c'est bien le chiffre), et on ne le transportera pas : on le transformera sur place ! Les produits transformés, intermédiaires ou non, se transportent facilement. La France aura donc perdu et les usines de production de chlore, et les usines de transformation.

4. L'UNIDEN ne limite pas la compétitivité industrielle au prix de l'énergie, mais relève que c'est l'un des tout derniers facteurs de compétitivité de la France à l'échelle européenne. Manions-le avec précaution !

5. L'industrie allemande évolue dans un contexte énergétique différent, notamment parce que les industriels ont historiquement développé leur propre production électrique et parce que des mesures publiques ont permis d'atténuer le coût élevé de l'électricité pour les industries. En revanche, le contenu carbone de cette production électrique est bien plus élevé. En France, l'industrie a participé à l'effort de construction du parc nucléaire et du système électrique, justement pour bénéficier à long terme de prix maîtrisés et prévisibles.

6. Enfin, l'efficacité énergétique est intégrée depuis longtemps par les industries électro-intensives françaises, bien plus avancées que les autres secteurs. A tel point que les usines électro-intensives françaises font figure de modèle en matière de baisse des émissions de CO₂, en Europe et dans le monde : quand l'électricité représente 40 ou 70% de votre coût de revient, c'est une puissante incitation à développer des process efficaces !

En revanche, si les productions électro-intensives disparaissent, la France ne pourra pas développer de nouvelles technologies encore plus économes en énergie et donc développer les industries du futur, et les mêmes productions faites ailleurs émettront plus de CO₂...